

Unité départementale du Bas-Rhin
14 rue du Bataillon de Marche n°24
BP 10001
67050 STRASBOURG cedex

Strasbourg, le 24/09/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/09/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

BERRY SUPERFOS (ex : RPC TEDECO)

RUE D'OBERMODERN
BP 30
67330 BOUXWILLER

Code AIOT : 0006700711

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/09/2025 dans l'établissement BERRY SUPERFOS (ex : RPC TEDECO) implanté RUE D'OBERMODERN - 67330 BOUXWILLER.

Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BERRY SUPERFOS (ex : RPC TEDECO)
- RUE D'OBERMODERN - 67330 BOUXWILLER
- Code AIOT : 0006700711
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site est une usine de fabrication de petits contenants alimentaires en plastiques.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées au préfet ; il peut s'agir par exemple d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer au préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Procédures de prévention de dispersion de granulés de plastiques	Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-362	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet
2	Audits des procédures par un organisme accrédité	Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-364	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet
3	Etat des matières stockées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet
4	Plan du réseau d'égouts	Arrêté Préfectoral du 05/03/1993, article 20	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La présente visite d'inspection s'inscrit dans le cadre de la mise en demeure du 10/09/2024 et visait la levée partielle des prescriptions qui y figurent. Les points contrôlés lors de cette visite n'appellent pas de remarques et sont considérés comme levés.

Concernant les autres prescriptions de la mise en demeure susmentionnée, l'exploitant a engagé une étude complète de l'ensemble du réseau d'assainissement et du confinement des eaux pluviales et incendie, précédée d'un relevé topographique réalisé par un géomètre. Cette étude, dont la remise est annoncée pour la fin de l'année 2025, doit aboutir à l'établissement d'un programme de travaux. L'inspection prend acte de cette démarche et restera vigilante quant au respect des échéances annoncées, afin que les travaux soient engagés rapidement à l'issue de la remise de l'étude.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Procédures de prévention de dispersion de granulés de plastiques

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-362
Thèmes : Risques chroniques, Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI)
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 30/07/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite qui avait été actée : Mise en demeure, respect de prescription
Prescription contrôlée : <p>Tout exploitant d'un site de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels adopte des procédures prévenant la dispersion de granulés de plastiques industriels dans l'environnement. Ces procédures visent à :</p>

a) Identifier les zones où des granulés de plastiques industriels sont susceptibles d'être rejetés ou répandus accidentellement dans l'environnement ;

b) Vérifier périodiquement que les emballages utilisés pour le stockage et le transport des granulés de plastiques industriels sont conçus et manipulés de sorte à minimiser le risque de dissémination de ces granulés dans l'environnement ;

c) Confiner et ramasser tout granulé de plastique industriel répandu accidentellement dans l'enceinte du site ;

d) Procéder régulièrement au nettoyage des bassins de rétention situés en amont des équipements mentionnés au premier alinéa de l'article D. 541-361 et des abords du site placés sous le contrôle de l'exploitant ;

e) Inventorier et s'assurer régulièrement du bon état de fonctionnement des équipements et dispositifs mentionnés à l'article D. 541-361 ;

f) Former et sensibiliser, notamment par voie d'affichage, le personnel et les tiers intervenant sur le site ;

g) Réaliser des contrôles internes semestriels de ces procédures. Les procédures mentionnées aux précédents alinéas sont adaptées aux dimensions des granulés susceptibles d'être présents dans ces sites.

Conformément à l'article 2 du décret 2021-461 du 16/04/2021, ces dispositions entrent en vigueur le 01/01/2022.

Constats :

L'exploitant du site dispose des procédures prescrites et les met en œuvre. Les zones à risque de dispersion de granulés sont identifiées et le personnel est formé. L'inspection a constaté un employé procédant à l'aspiration de granulés au sol dans la zone de production.

Les deux derniers rapports de contrôle interne, datés du 05/08/2025 et du 02/09/2025, attestent de la réalisation des nettoyages mensuels sur l'ensemble du site et aux abords. L'inspection n'a pas relevé de présence de granulés plastiques à l'extérieur du site.

Ce point n'appelle pas de remarque et est considéré comme levé au regard de la mise en demeure du 10/09/2024.

Type de suite proposée : Sans suite

N° 2 : Audits des procédures par un organisme accrédité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-364

Thèmes : Risques chroniques, Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI)

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 30/07/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite qui avait été actée : Mise en demeure, respect de prescription

Prescription contrôlée :

Pour l'application du II de l'article L. 541-15-11, on entend par " inspections régulières ", les audits des procédures mentionnées à l'article D. 541-362. Ces audits sont mis en œuvre conformément aux dispositions du présent article, dans un délai d'un an à compter de leur mise en œuvre, puis au moins tous les trois ans, sous la responsabilité de l'exploitant de chaque site de production, de

manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels, par un organisme certificateur qu'il choisit parmi ceux mentionnés à l'alinéa suivant. Les organismes certificateurs habilités à réaliser les audits mentionnés au présent article sont indépendants de l'exploitant du site et accrédités à cet effet par le Comité Français d'Accréditation (COFRAC), ou par tout autre organisme d'accréditation signataire de l'accord de reconnaissance multilatéral établi dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation (" European Cooperation for Accreditation ", ou " EA "), selon les dispositions de la norme ISO/ IEC 17021 " Évaluation de la conformité-Exigences pour les organismes procédant à l'audit et à la certification des systèmes de management " ou selon les dispositions de toute autre norme ou spécification technique présentant des garanties équivalentes. Ces audits peuvent être réalisés dans le cadre des audits de certification des systèmes de management de la qualité effectués par des organismes certificateurs accrédités conformément aux dispositions du précédent alinéa. Les organismes certificateurs accèdent à toute information ou document nécessaire à leur mission. L'exploitant met à disposition du public sur son site internet une synthèse de chaque rapport d'audit, en retirant les informations relevant d'un secret protégé par la loi. Conformément à l'article 2 du décret 2021-461 du 16/04/2021, ces dispositions entrent en vigueur le 01/01/2022.

Constats :

Lors de la précédente inspection, il avait été constaté que l'exploitant réalisait bien les audits prescrits mais ne les mettaient pas à disposition du public.

Lors de la présente inspection, l'exploitant a démontré que ces audits sont désormais accessibles au public à l'adresse suivante : <https://www.berryglobal.com/en/legal/regulatory-compliance>

Ce point n'appelle pas de remarque et est considéré comme levé au regard de la mise en demeure du 10/09/2024.

Type de suite proposée : Sans suite

N° 3 : Etat des matières stockées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49

Thèmes : Risques accidentels, Etat des matières stockées

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 30/07/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite qui avait été actée : Mise en demeure, respect de prescription

Prescription contrôlée :

Etat des matières stockées.

Les dispositions du présent article sont applicables à l'ensemble des installations relevant du régime de l'autorisation.

L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.

[...]

Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.

Constats :

L'exploitant a présenté un état des stocks conforme à la prescription, incluant notamment l'ensemble des produits combustibles ainsi que l'ensemble des produits classés dangereux.
Ce point n'appelle pas de remarque et est considéré comme levé au regard de la mise en demeure du 10/09/2024.

Type de suite proposée : Sans suite

N° 4 : Plan du réseau d'égouts

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/03/1993, article 20

Thèmes : Risques chroniques, Plan du réseau d'égouts

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 30/07/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite qui avait été actée : Mise en demeure, respect de prescription

Prescription contrôlée :

[...] Un plan du réseau d'égouts faisant apparaître les secteurs collectés, les regards, les points de branchement, les points de rejet sera établi, régulièrement tenu à jour et mis à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

[...]

Constats :

L'exploitant a présenté un plan conforme à la prescription.
Ce point n'appelle pas de remarque et est considéré comme levé au regard de la mise en demeure du 10/09/2024.

Type de suite proposée : Sans suite